



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 15 avril 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 7 mars 2002 (S/2002/264).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint présenté par le Gabon en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce qui y est jointe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Note verbale datée du 31 mars 2003, adressée
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par la Mission permanente du Gabon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République gabonaise auprès des Nations Unies présente ses compliments au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint copie de la lettre du Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie relative au rapport complémentaire du Gabon sur la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe).

Tenant compte des difficultés de lisibilité dues au tirage sur télécopie, la Mission permanente de la République gabonaise transmettra ultérieurement ledit document en bonne et due forme. En conséquence, elle voudrait prier le Comité de ne pas procéder à sa publication avant réception du nouveau document.

Pièce jointe

[Original : français]

Lettre datée du 21 mars 2003, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 mars 2002, par laquelle vous avez requis du Gouvernement de la République gabonaise des éclaircissements sur une dizaine de points précis concernant la lutte contre le terrorisme.

Après avoir soumis votre questionnaire à l'examen conjoint des différentes administrations qui interviennent dans la lutte contre le phénomène du terrorisme à l'échelle nationale, à savoir :

- Le Ministère des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie;
- Le Ministère de la justice;
- Le Ministère de l'économie et des finances;
- Le Ministère de l'intérieur;

il me plaît de donner suite par la présente lettre, aux différentes préoccupations posées par le Comité contre le terrorisme.

Au préalable, il me paraît important de souligner que le droit s'appréhende généralement comme le reflet des inquiétudes d'une société à un moment donné.

Sur cette base, le législateur gabonais dont le pays n'a jamais été à l'épreuve du terrorisme dans ses manifestations actuelles, n'a pas prévu de façon expresse, des mesures y afférentes dans le droit positif national.

L'apparition récente de la lutte contre le terrorisme comme une exigence de la conscience universelle a été vivement partagée par le Gabon et nous a conduit à envisager l'adhésion à toutes les conventions internationales visant la lutte contre le terrorisme d'une part, et d'autre part, l'adaptation de notre droit interne aux nouveaux défis présentés par le terrorisme.

Toutefois, au-delà de la volonté politique clairement exprimée par le Gabon de prévenir et de réprimer le terrorisme sous toutes ses formes, la mise en oeuvre des mesures y afférentes obéit à un processus assez lent et dispendieux.

Nonobstant cet ensemble de considérations préliminaires, il existe dans le Code pénal gabonais, des dispositions qui répriment des infractions très voisines du terrorisme dont nous expliciterons la teneur en répondant point par point au questionnaire que vous avez bien voulu nous soumettre.

Concernant le paragraphe 1, alinéas 2 a) et b)

À défaut des dispositions expresses visant la prévention et la répression du terrorisme, le juge pénal gabonais peut se référer en cas d'actes terroristes, aux dispositions des articles 61 à 74 du Code pénal qui traitent des crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État.

À titre indicatif, et pour avoir une idée de l'intransigeance du législateur gabonais sur cette question, qu'il suffise de relever que l'article 61, alinéa 10 du Code pénal punit de mort toutes personnes convaincues de tels crimes.

Concernant le paragraphe 1, alinéa c)

Une fois de plus, il n'existe pas dans le droit positif actuel gabonais, de dispositions expresses relatives au gel des fonds ou autres ressources économiques appartenant à des groupes terroristes à la demande urgente d'un pays tiers ou d'un organisme international compétent.

Cependant, il apparaît manifeste que cette question est avant tout tributaire de la volonté politique des États à coopérer sur la question et il me plaît à cet effet de vous rassurer que le Gabon a la pleine volonté de coopérer avec la communauté internationale sur la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, il me plaît de préciser, concernant les transactions financières suspectes, que les établissements bancaires sont tenus par les instructions du Ministère de l'économie et des finances.

Pour ce qui est de l'action de surveillance des flux financiers menée par le service d'ingérence économique, elle obéit aux dispositions de la réglementation No 0200/CEMAC/UMAC/CM portant harmonisation de la réglementation des changes dans les États membres de la CEMAC.

Cette réglementation sera bientôt renforcée par deux projets de lois qui sont en cours d'élaboration, notamment :

- Le projet de loi sur le blanchiment de l'argent;
- Le projet de loi sur la lutte contre le financement du terrorisme.

Concernant le paragraphe 1, alinéa d)

On peut se référer aux articles 193 et 194 du Code pénal qui traitent de l'association de malfaiteurs. À titre indicatif, l'article 194 dispose : « sera puni de la peine de mort quiconque se sera affilié à une association formée ou aura participé à une entente dans le but de préparer ou de commettre des crimes ou délits contre les personnes ou les propriétés ».

Concernant le paragraphe 2

Le Gabon a déjà signé toutes les douze (12) conventions des Nations Unies visant la lutte contre le terrorisme et en a ratifié quatre (4), notamment :

- Convention de Tokyo de 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs entrée en vigueur le 4 décembre 1969;
- Convention de Montréal de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile et son protocole de 1984;
- Convention de New York de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques entrée en vigueur le 20 février 1977;
- Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970, entrée en vigueur le 14 octobre 1971).

Parallèlement, le Gabon a initié la procédure de ratification de huit (8) autres accords multilatéraux visant la répression du terrorisme.

S'agissant des mesures d'entraide judiciaire relative à la poursuite des terroristes, il convient de relever que le Gabon a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Il est *ipso facto* tenu aux mécanismes de complémentarité et de coopération postulés par ladite Cour pénale.

Concernant le paragraphe 2, alinéa e)

Il convient d'indiquer que le Ministère de la justice n'a pas encore initié l'actualisation des dispositions législatives dont l'objectif est de permettre aux juridictions nationales de réprimer le terrorisme. Cette démarche est difficilement envisageable en l'état actuel des choses étant donné que le processus de ratification n'est pas encore finalisé pour l'ensemble des conventions relatives à la répression du terrorisme.

Et lorsque la ratification des accords visant la lutte contre le terrorisme sera parvenue à son terme, le Gabon souhaiterait bénéficier d'une assistance juridique internationale pour envisager l'adaptation de son droit interne compte tenu de la spécificité des questions relatives à la lutte contre le terrorisme.

Concernant le paragraphe 3, alinéas b) et c)

Il faut relever que le Gabon coopère activement sur le plan de l'information par le biais d'Interpol, dont il est partie. Le Gabon est également ouvert à toutes autres formes de coopération avec les États qui le désirent même en marge des accords internationaux dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

En outre, le Gabon a procédé à la signature de la Convention d'Alger sur la lutte contre le terrorisme sous l'égide de l'Union africaine. Cette Convention est une démarche collective à l'échelle de l'Afrique pour endiguer le phénomène du terrorisme.

Concernant le paragraphe 3, alinéas 9 d) et e)

Il est effectif que le Gabon a entrepris de ratifier l'ensemble des douze (12) instruments universels portant sur la prévention et la répression du terrorisme, y compris la Convention signée à La Haye le 5 décembre 1970 relative à la répression de la capture illicite des aéronefs.

Les huit (8) accords qui restent à ratifier ont déjà été approuvés par le Conseil des ministres gabonais et ont reçu le visa du Conseil d'État ainsi que celui de la Cour constitutionnelle.

Il reste à parachever la procédure par l'examen desdits textes par les deux chambres du Parlement avant de soumettre les instruments de ratification y afférents à la signature du Président de la République.

S'agissant de la possibilité d'extradition sur la base des délits définis par les conventions internationales pertinentes au regard des traités bilatéraux conclus par le Gabon, il faut dire qu'en matière d'extradition, le Gabon n'a conclu que deux (2) accords bilatéraux : avec la France d'une part et le Maroc d'autre part.

À ces deux accords s'ajoute la Convention de Tananarive dont le champ d'application couvre l'ensemble des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, y compris Madagascar.

Ces différents textes n'ont pas visé expressément les auteurs d'actes terroristes. Toutefois avec l'expression « auteurs d'infractions diverses ... » on pourrait aisément inclure les terroristes dans le champ des personnes à extraditer sur la base des accords bilatéraux ci-dessus indiqués.

Concernant le paragraphe 3, alinéas f) et g)

Afin de s'assurer que les demandeurs d'asile ne sont impliqués dans aucun acte de terrorisme, le Gouvernement gabonais a mis en place une commission nationale des réfugiés dans laquelle siègent les services de contre-ingérence, les services de police spéciale à côté des agents du Ministère des affaires étrangères.

Cette composition plurielle se retrouve également dans les instances de la Sous-Commission d'éligibilité au statut de réfugié créée par décret No 000646/PR/MAECF du 19 juillet 2000. Dans son fonctionnement, la Sous-Commission d'éligibilité se réfère aux dispositions internationales et nationales, notamment :

- La Convention des Nations Unies du 28 juillet 1951, sur les réfugiés;
- Le Protocole du 31 janvier 1967, complétant la Convention du 28 juillet 1951 sur les réfugiés;
- La Convention de l'OUA du 10 septembre 1969, régissant les aspects propres aux réfugiés en Afrique;
- L'Accord entre le Gabon et le HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) du 16 février 1978;
- La loi gabonaise No 005/98 du 5 mars 1998, portant statut des réfugiés en République gabonaise.

Concernant le paragraphe 4

Le Gabon s'est empressé d'adresser au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies son rapport, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 du Conseil de sécurité, depuis le 19 décembre 2001. La diligence observée à cet effet traduit l'intérêt et la volonté des plus hautes autorités gabonaises à coopérer et à donner toute assistance dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Les obligations contenues dans le paragraphe 4 de la résolution 1456 du 20 janvier 2003 qui se résument dans la coopération et l'assistance à l'action du Comité contre le terrorisme rencontrent la pleine adhésion et l'ouverture des autorités gabonaises.

Concernant les autres questions

Les différentes administrations impliquées dans la lutte contre le terrorisme au Gabon, notamment : police, services d'immigration, douanes, fiscalités et système de surveillance financière, travaillent chacune dans son ressort de compétence. L'ensemble des informations est remis en cas de nécessité soit à la présidence de la République au sein de laquelle existe un Conseil national de sécurité, soit au

Ministère des affaires étrangères, pour coordination et éventuellement pour notification aux instances internationales.

Le Ministre d'État,
Ministre des affaires étrangères
de la coopération, et de la francophonie
(*Signé*) Jean **Ping**
